

20 février 2003

Déclaration d'EGUNKARIA

Cette situation est incroyable. Un vrai cauchemar. Mais elle est réelle, quoique totalement injuste. La société basque fait l'objet d'une nouvelle injustice policière et judiciaire.

Au nom du Conseil d'Administration d'EGUNKARIA, de la Direction et des travailleurs, nous ne pouvons que nier avec force les accusations lancées par le Tribunal d'Instruction n° 6 de l'Audience Nationale et par le Ministère de l'Intérieur du Gouvernement d'Espagne, pour justifier les arrestations et les perquisitions réalisées. C'est faux qu'EGUNKARIA ait instrumentalisé quoi que ce soit «dans le cadre de la stratégie terroriste». EGUNKARIA n'a rien à voir et n'a rien eu à voir avec ce type d'accusations. EGUNKARIA, depuis sa fondation, est un moyen de communication indépendant, indépendant de tout organisme politique, institutionnel ou autre. L'engagement d'EGUNKARIA est uniquement à l'égard de l'euskara et de l'information vraie. Tout le monde le sait, mais il s'avère nécessaire de le rappeler en ce moment.

De plus, nous tenons à affirmer bien haut et clairement que les responsables actuels et anciens d'EGUNKARIA qui ont été détenus n'ont pas non plus de lien avec une «quelconque stratégie terroriste». Au contraire, ils possèdent tous une trajectoire publique et personnelle ample et exemplaire dans les domaines de la culture, de la communication, de l'éducation et de la culture basque. Sur leurs épaules repose tout un travail généreux réalisé pendant des années. Cela n'a pas de sens de les avoir arrêtés, c'est complètement injuste. Ils devraient être libres, parmi nous, consacrés à leurs tâches quotidiennes. Nous tenons à exprimer notre préoccupation à l'égard de leur situation. En ces moments difficiles, nous tenons à leur exprimer notre solidarité et notre estime, de même qu'à leurs familles, au nom de tous ceux qui formons la grande famille d'EGUNKARIA.

Et nous aimerions également soulever une modeste réflexion autour des événements qui ont affecté EGUNKARIA ces dernières heures. Plusieurs responsables et anciens responsables d'EGUNKARIA ont fait l'objet d'une attaque très grave, car ils se trouvent détenus et en état d'incommunication. Les travailleurs d'EGUNKARIA ont également subi une grave attaque, puisqu'on les a privés du travail qu'ils exerçaient avec totale dignité. Les lecteurs, les consommateurs, tous ceux qui s'annoncent dans EGUNKARIA sont également victimes de cette même attaque, puisque le moyen de communication qu'ils avaient choisi pour l'exercice de leur droit à l'information et à la liberté d'expression a été fermé. Ils ont attaqué l'euskara et les bascophones, car ils ont voulu neutraliser l'un des principaux moyens de communication publié dans cette langue. La liberté d'expression a également souffert un terrible coup, puisqu'ils ont prétendu faire taire une voix indépendante.

Nous considérons, par ailleurs, qu'il s'agit d'une attaque contre l'ensemble de la société basque, car EGUNKARIA est patrimoine de ce peuple, est partie intégrante de ce peuple, est ouvert à la pluralité de ce peuple, et parce qu'il prétendait être le journal de tous les Basques.

Mais la trajectoire de ces douze dernières années doit être maintenue. Nous ne pouvons accepter aucun arrêt de travail imposé de l'extérieur. La tâche des travailleurs, des dirigeants et des collaborateurs doit continuer, aussi fructifère que jusqu'à présent. Nos souscripteurs et lecteurs ont besoin de tenir EGUNKARIA dans leurs mains. Les citoyens basques ont besoin d'un moyen de communication comme EGUNKARIA. Nous, membres du Conseil d'Administration, responsables et travailleurs, nous ratifions notre engagement en faveur de la continuité de ce projet communicatif. Nous nous efforcerons de faire en sorte que l'offre communicative existante jusqu'à présent ait une

continuité. Pour ce faire, nous avons besoin de la collaboration et de l'engagement des acteurs sociaux et des citoyens. Nos portes sont ouvertes à toute la coopération que nous puissions obtenir. Aussi bien pour mener de l'avant le projet d'EGUNKARIA que pour renverser la situation dans laquelle se trouve notre peuple.

Nous voulons également en profiter pour remercier tous ceux qui, d'une manière ou d'une autre, nous ont témoigné leur solidarité en ces moments difficiles: autorités, institutions, élus, associations, syndicats et citoyens. Nous comptons sur eux à l'avenir. Car nous continuons à avancer.

Andoain, le 20 février 2003.